

dis cela parce que les céréales et le pétrole sont très importants pour l'Ouest et pour l'ensemble du Canada en ce qui concerne le produit national brut et, de façon générale, la richesse du pays. Je le répète, nous avons besoin d'une nouvelle politique continentale en matière de pétrole, arrêtée de concert avec les États-Unis et une politique de ce genre ne peut être négociée qu'en faisant montre d'assurance. Tous les problèmes associés doivent être résolus ensemble, car ils sont tous intimement reliés.

Les sociétés pétrolières, internationales ou nationales, ont tendance à accepter les principes directeurs du gouvernement, conçus avec sagesse et, en retour, contribuent à orienter les politiques en fonction de leurs recherches et de leur expérience. Je recommande au gouvernement canadien de prendre l'initiative à ce stade, et d'appuyer dans une déclaration le principe d'une politique continentale en matière de pétrole et de consultations, dans ce dessein, avec les États-Unis et l'industrie pétrolière.

Il devrait se dire prêt à permettre le transit en territoire canadien d'un pipe-line reliant le Nord de l'Alaska aux principaux marchés intérieurs américains, ainsi que le transit par les eaux de l'Arctique canadien de pétroliers en provenance de l'Alaska. Il devrait définir ce qu'il considère comme les éléments de base d'une politique continentale et se montrer disposé à consulter les États-Unis pour la mise au point de directives générales.

Un député du Nouveau parti démocratique a dit, cet après-midi, que tous les pipe-lines devraient être propriété publique. Naguère, alors que le PSD formait le gouvernement de la Saskatchewan, nous avons entendu dire que, de l'avis de ce parti, l'État devrait s'emparer de toute l'industrie. Cette analogie suffit, comme cet après-midi lorsque j'ai fait une observation à propos du député du NPD, à illustrer ce qui se produit lorsque l'État s'empare de certaines fonctions. D'autre part, l'industrie est capable de s'édifier de façon rentable et de s'assurer qu'elle fonctionne ainsi dans l'intérêt de la nation.

• (8.20 p.m.)

J'ai parlé du Centre national des Arts; c'est comme si on versait de l'eau dans un tonneau percé, comme dans le cas du *Bonaventure*. La même chose se produirait si les pipe-lines appartenaient à l'État. Ils seraient probablement aménagés uniquement pour des raisons politiques. Lorsque les votes cesseront d'être utiles, on cessera de les acheter.

Personnellement j'estime que l'Amérique du Nord a besoin d'une politique pétrolière continentale. Nous devons entreprendre des consultations avec l'industrie et aménager des pipe-lines qui seront avantageux pour notre

pays et pour les États-Unis et le Mexique. Nous devons aménager des pipe-lines qui permettront d'exploiter nos ressources pétrolières dans les Prairies et aussi dans le Grand Nord.

Il y a eu la découverte de la baie de Prudhoe dans le Nord, les aménagements de l'Alaska et aussi des îles septentrionales. Ils ont montré que cette région avait d'énormes réserves de pétrole brut. Si nous n'amorçons pas maintenant des négociations avec les États-Unis pour élaborer une politique pétrolière continentale, d'ici peu les Américains aménageront un pipe-line la baie de Prudhoe à Anchorage. Et pourquoi ne le feraient-ils pas, monsieur l'Orateur? Pourquoi attendraient-ils le Canada? Nous ne sommes pas très sensibles à certaines de leurs causes, alors pourquoi le seraient-ils envers certains de nos problèmes économiques? Une fois aménagé le pipe-line de la baie de Prudhoe à Anchorage, les grands cargos que l'on construit de nos jours transporteront le pétrole brut jusqu'à Vancouver et de là à Seattle, San Francisco, Los Angeles et Mexico. A ce moment-là, les épaves de notre politique pétrolière nationale disparaîtront et les débouchés pour le pétrole des Prairies auront cessé d'exister.

Les États-Unis savent que le Canada est un lieu sûr pour faire des placements. Ils mettront donc en valeur ces réserves de pétrole sachant fort bien que la demande et les besoins à l'avenir sont tels qu'ils pourront toujours revenir dans l'Ouest du Canada où ce pétrole a été exploité. C'est le moment maintenant de prendre une initiative et une décision relativement à cette politique. Ce n'est pas l'heure des examens et des comités d'étude. J'ignore—tout le monde à la Chambre ignore—ce qui se passe entre le gouvernement libéral actuel du Canada et le gouvernement des États-Unis en matière de pétrole. Nous ne pouvons pas obtenir de réponses. Le premier ministre (M. Trudeau) a bien dit que le grand gladiateur, le défenseur de l'Ouest, le ministre de Saskatoon, ferait bientôt une déclaration. Il n'a pas fait grand-chose pour l'industrie céréalière et j'espère qu'il s'en tirera un peu mieux à l'égard de l'industrie pétrolière.

J'aimerais résumer la situation, du moins pour ce qui est du Nord. Ces mois derniers on a découvert à la baie de Prudhoe, sur la côte arctique de l'Alaska, un gisement de pétrole qui pourrait fort bien être le plus gigantesque de l'Amérique du Nord. Cette découverte a entraîné un programme d'exploration massive en Alaska et accéléré la concurrence pour des centaines de millions d'acres de terrain dans le Nord canadien.

Cet événement porte un défi aux gouvernements et à l'industrie du pétrole des deux nations voisines de l'Amérique du Nord. De ce défi naît la nécessité d'avoir une politique